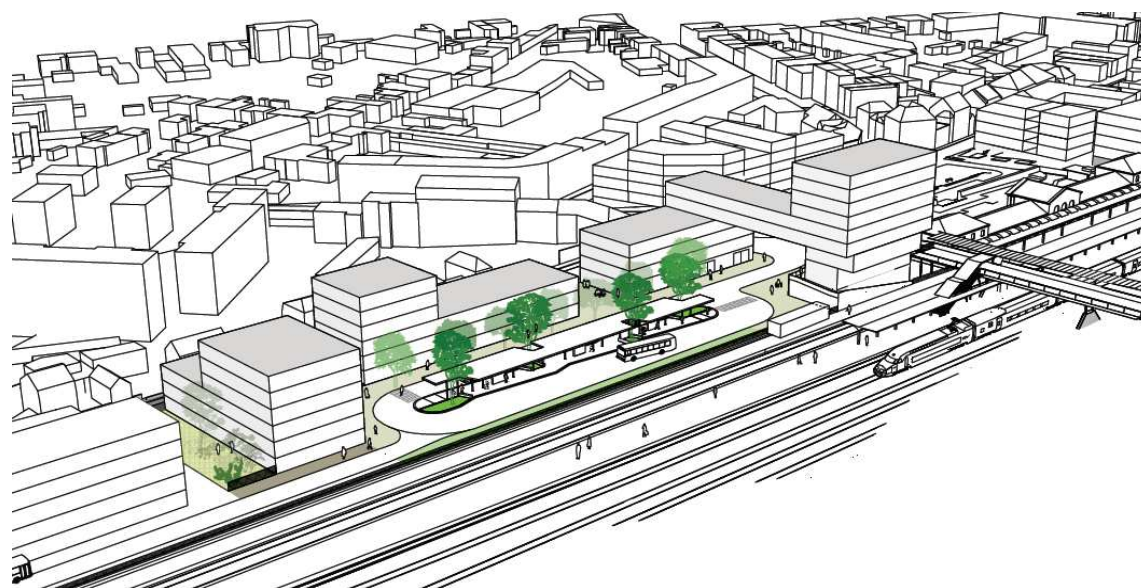


VILLE DE LAVAL

BUDGET PRIMITIF 2017

Rapport de présentation



SOMMAIRE

Introduction	1
1. Le budget principal	2
1.1. Les équilibres financiers	2
1.2. Les produits de fonctionnement.....	3
1.3. Les charges de fonctionnement.....	5
1.4. Le budget de fonctionnement par politique publique.....	7
1.5. Les investissements.....	9
2. Les budgets annexes	11
2.1. Budget parkings	11
2.2. Autres budgets annexes	11

INTRODUCTION

Le budget primitif 2017, élaboré dans un contexte de diminution des recettes de 2,5% net, montre les premiers signes du redressement des comptes publics de Laval et le respect des engagements pris par notre équipe.

Nous avons promis :

- de diminuer les impôts,
- de diminuer les dépenses de fonctionnement,
- de gérer la dette publique,
- de sortir des emprunts toxiques,
- de maintenir l'investissement à un niveau élevé mais compatible avec les capacités financières de notre commune
- et au final de placer notre ville dans un cercle financier vertueux.

DIMINUTION DES IMPÔTS

Les taux d'impositions restent abaissés de 10% et cela en dépit des baisses drastiques de la DGF, de l'évolution défavorable du FPIC, du surcroît de dépenses imposées par l'état au titre de la revalorisation du point d'indice et de la transformation de prime en point d'indice. Chaque année, 3M€ sont ainsi rendus aux Lavallois pour stimuler la consommation.

DIMINUTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Nous avons diminué de 4,7% les dépenses de fonctionnement, une fois déduite la baisse liée aux mutualisations. Le principal poste d'économie a été la masse salariale qui a diminué de 2,3% net. Les charges à caractère général ont diminué de 7,5%, avant tout par élimination du loyer de la médiapôle s'élevant à 172K€ par an. L'impact positif du bas coût de l'énergie a été un facteur favorable d'économies.

GESTION DE LA DETTE ET EMPRUNTS TOXIQUES

Nous avons à la fois sécurisé la dette et diminué son coût. La sécurisation a été obtenue à la suite d'un processus d'accord avec la banque DEPFA qui va faire gagner à notre commune au minimum entre 5 et 10M€ tout en sortant du risque explosif lié à la variation du taux de change €-CHF. La première conséquence sera une annuité du swap 2017 à 1,09M€ contre 3,7M€ en 2016. Désormais, la ville ne détient plus de dette toxique.

Par ailleurs, le taux d'intérêt de la dette non toxique a baissé de 7,4%.

MAINTIEN D'UN INVESTISSEMENT ÉLEVÉ

Notre ville investit 12,9M€ en 2017.

Mobilité :	8 395 K€
Aménagement :	940 K€
Espace public-Environnement :	781 K€
Culture :	609 K€
Tourisme-Patrimoine :	490 K€
Sport :	189 K€
Education-famille :	431 K€
Vie démocratique et citoyenne :	239 K€
Administration générale :	867 K€
Pilotage :	5 K€

LES SIGNES DE REDRESSEMENT ET LE CERCLE VERTUEUX

Les indicateurs d'analyse financière montrent les premiers signes du redressement des finances de notre ville:

Épargne brut qui augmente de 2,3M€ à 3,6M€ :	+56%
Épargne nette qui s'améliore de - 4,7 M€ à - 3,7 M€ :	+ 21%
Recours aux cessions diminue de 3,7M€ à 2,6 M€ ; Cda est rendu possible par la sortie du swap toxique. :	- 30%
CAF : positive à 14 K€.	

Dès 2018, notre prospective budgétaire fait apparaître une CAF positive à 1M€, progressivement croissante pour atteindre 1,5M€ en 2020. Cette capacité d'autofinancement permettra de diminuer notre recours à l'emprunt, donc d'alléger notre dette et donc d'augmenter notre épargne nette. Notre autofinancement augmentant alors mécaniquement. Le cercle vertueux est enclenché.

1. LE BUDGET PRINCIPAL

1.1. Les équilibres financiers

Le budget primitif 2017 s'intègre dans les orientations arrêtées à l'occasion du débat d'orientation budgétaire (DOB) dont les lignes directrices sont :

- La sortie du swap « toxique »,
- La prise en compte de la réduction des concours financiers de l'Etat,
- L'ajustement des charges de fonctionnement au niveau des recettes,
- Un investissement adapté aux capacités financières de la ville.

Les produits et charges de fonctionnement apparaissent en forte diminution (respectivement -5,6% et -7,7%). Cependant les mutualisations (direction des bâtiments, archives) et transferts de compétences (PLU, eau et assainissement) avec Laval Agglomération ont un impact sur ces évolutions.

En neutralisant ces transferts, il ressort une diminution de 2,5% des produits de fonctionnement et une diminution de 4,7% des charges de fonctionnement.

Comme pour les années antérieures, les cessions immobilières vont contribuer à l'équilibre des budgets dans l'attente de l'ajustement des dépenses de fonctionnement, mais cela dans une moindre mesure, leur volume étant ramené de 3,7 M€ à 2,6 M€

<i>en milliers d'euro</i>	bp2016	bp2017
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (a)	66 660	62 916
PRODUIT DES SERVICES (70)	7 408	6 055
IMPOTS ET TAXES (73)	41 935	39 890
DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74)	16 663	16 147
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	462	621
ATTENUATION DE CHARGES (013)	180	191
PRODUITS EXCEPTIONNELS (77)	12	12
CHARGES DE FONCTIONNEMENT (b)	64 441	59 472
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)*	11 450	10 588
CHARGES DE PERSONNEL (012)	40 526	37 635
ATTENUATION DE PRODUIT (014)	1	1
AUTRES CHARGES DE GESTION (65)	6 490	6 839
CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76 - 78)**	5 291	3 820
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	678	579
PROVISIONS (68)	5	10
TRAVAUX EN REGIE (MAIN D'OEUVRE) (c)	175	175
EPARGNE BRUTE (d = a + c - b)	2 394	3 619
- REMBOURSEMENT CAPITAL	7 154	7 345
EPARGNE NETTE (e)	-4 760	-3 726
RESSOURCES PROPRES D'INVESTISSEMENT (g)	4 800	3 740
FCTVA	900	960
TAXE AMENAGEMENT NET	200	180
CESSIONS	3 700	2 600
CAPACITE AUTOFINANCEMENT (h = e - f + g)	40	14

* Hors matériaux travaux en régie

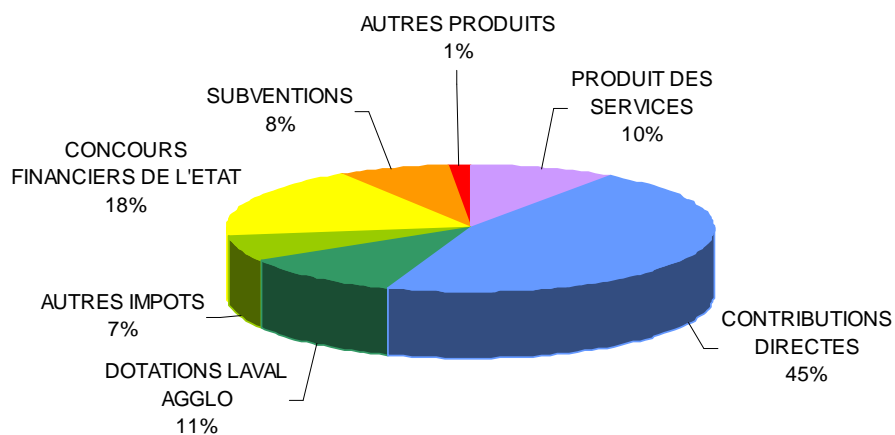
** Y compris prévision swap €/CHF prévue au chapitre 68 au bp2016

<i>en milliers d'euro</i>	bp2016	bp2017
CAPACITE AUTOFINANCEMENT (h)	40	14
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8 781	12 946
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	1 181	5 306
INVESTISSEMENTS NETS (i)	7 600	7 640
EMPRUNT D'EQUILIBRE (j = i - h)	7 560	7 626

1.2. Les produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement se composent principalement des contributions directes, des concours financiers de l'Etat et des dotations de Laval Agglomération qui en représentent globalement 75%.

Composition des produits de fonctionnement



en milliers d'euro	bp2016	bp2017	EVOL°
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	66 660	62 916	-5,6%
PRODUIT DES SERVICES (70)	7 408	6 055	-18,3%
IMPOTS ET TAXES (73)	41 935	39 890	-4,9%
DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74)	16 663	16 147	-3,1%
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	462	621	34,4%
ATTENUATION DE CHARGES (013)	180	191	6,1%
PRODUITS EXCEPTIONNELS (77)	12	12	0,0%

Par rapport au budget 2016, les produits de fonctionnement sont en diminution de 5,6% ce qui s'explique essentiellement par l'impact de la mutualisation et des transferts de compétence (baisse des dotations communautaires et de recettes de remboursement) et des concours financiers de l'Etat.

- **Les produits des services**

Les produits des services diminuent de 18%, ce qui s'explique principalement par :

- Le transfert de la compétence eau et assainissement qui se traduit par une disparition de la recette de remboursement de frais d'administration générale à laquelle se substitue une majoration de l'attribution de compensation et la perception d'un loyer,
- L'absence d'inscription d'une recette au titre des fouilles archéologiques au stade du budget primitif ;
- Le transfert au théâtre d'agents de la ville qui étaient précédemment mis à disposition et faisaient donc l'objet d'un remboursement ;
- Un doublon sur la prévision des redevances périscolaires au budget 2016.

en milliers d'euro	bp2016	bp2017	EVOL°
PRODUIT DES SERVICES (70)	7 408	6 055	-18,3%
MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL	719	646	-10,2%
REMBOURSEMENTS DE FRAIS	1 869	1 011	-45,9%
FOUILLES ARCHEOLOGIQUES	150	0	-100,0%
REDEVANCES PERISCOLAIRES	1 665	1 366	-18,0%
AUTRES	3 006	3 032	0,9%

- **Les impôts et taxes :**

Les impôts et taxes sont en diminution de 4,9% en raison :

- du prélèvement sur les dotations communautaires des charges des services mutualisés avec Laval Agglomération,
- La diminution des recettes fiscales suite au rétablissement de l'exonération de taxe d'habitation pour une catégorie de contribuables,
- La baisse du fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC), Laval étant devenue contributrice en 2016.

<i>en milliers d'euro</i>	bp2016	bp2017	EVOL°
IMPOTS ET TAXES (73)	41 935	39 890	-4,9%
CONTRIBUTIONS DIRECTES	29 200	28 825	-1,3%
DOTATIONS COMMUNAUTAIRES	8 460	6 865	-18,9%
DROITS DE MUTATION	1 250	1 250	0,0%
TAXE ELECTRICITE	1 000	900	-10,0%
DROITS DE STATIONNEMENT	700	700	0,0%
FPIC	870	635	-27,0%
TAXE SUR LA PUBLICITE	340	600	76,5%
AUTRES	115	115	0,0%

- **Les dotations et participations :**

<i>en milliers d'euro</i>	bp2016	bp2017	EVOL°
DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74)	16 663	16 147	-3,1%
DOTATION FORFAITAIRE	8 770	7 775	-11,3%
DOTATION SOLIDARITE URBAINE	1 380	1 550	12,3%
DOTATION PEREQUATION	350	425	21,4%
COMPENSATIONS FISCALES	1 200	1 625	35,4%
AUTRES	4 963	4 772	-3,8%

Les dotations et participations sont en diminution de 3,1% en raison du prélèvement réalisé sur la dotation forfaitaire au titre du pacte de responsabilité. Cette diminution est atténuée par la hausse des compensations fiscales qui résulte du rétablissement de l'exonération de taxe d'habitation des veufs et veuves modestes qui bénéficiaient auparavant de l'exonération.

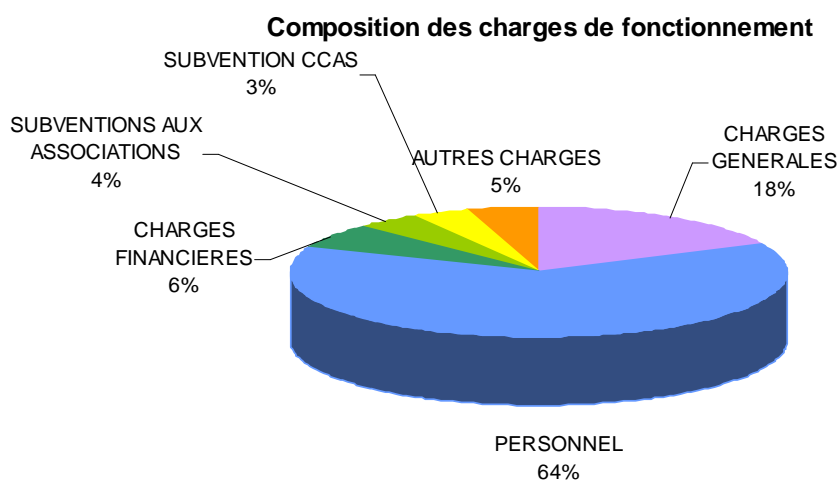
- **Les autres produits de fonctionnement courant :**

<i>en milliers d'euro</i>	bp2016	bp2017	EVOL°
AUTRES PRODUITS DE FONCT. COURANT (75)	462	621	34,4%
LOYERS	384	545	41,9%
REDEVANCE DSP CHAUFFAGE	78	76	-2,6%
AUTRES	0	0	0,0%

Les autres produits de fonctionnement courant sont en hausse de 34 % en raison du loyer qui sera perçu auprès de l'agglomération pour l'occupation de locaux par le service de l'eau et de l'assainissement devenu intercommunal à la suite du transfert de la compétence.

1.3. Les charges de fonctionnement

Les dépenses de personnel représentent le principal poste de dépense de fonctionnement.



en milliers d'euro	bp2016	bp2017	EVOL°
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT*	64 441	59 472	-7,7%
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)	11 450	10 588	-7,5%
CHARGES DE PERSONNEL (012)	40 526	37 635	-7,1%
ATTENUATION DE PRODUIT (014)	1	1	0,0%
AUTRES CHARGES DE GESTION (65)	6 490	6 839	5,4%
CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76 - 78)	5 291	3 820	-27,8%
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	678	579	-14,6%
PROVISIONS (68)	5	10	100,0%

* hors matériaux des travaux en régie

Par rapport à 2016, les charges de fonctionnement sont en diminution de 7,7% (-4,7% hors impact de la mutualisation).

- **Les charges à caractère général :**

en milliers d'euro	bp2016	bp2017	EVOL°
CHARGES A CARACTERE GENERAL*	11 450	10 588	-7,5%
ELECTRICITE ET GAZ	2 180	2 026	-7,1%
CARBURANT	630	590	-6,3%
LOCATIONS IMMOBILIERES	734	567	-22,8%
AUTRES	7 906	7 406	-6,3%

Les charges à caractère général sont en diminution de 7,5%.

Les dépenses d'énergie contribuent à cette baisse tant pour l'électricité et le gaz (-7%) que pour les carburants.

Le bail du local de l'espace situé rue du général de Gaulle s'est arrêté au début de l'année 2017 générant une économie de loyer significative.

- **Les dépenses de personnel :**

Les dépenses de personnel s'élèvent à 37 635 m€, soit une baisse de 7,1%. Hors impact de la mutualisation, elles sont en baisse de 2,3% malgré les facteurs exogènes contribuant à la hausse :

- avancement de grade et d'échelon : +180 m€
- réforme du transfert prime-point (PPCR) et hausse du point d'indice : + 280 m€
- Hausse de taux de cotisations patronales : + 30 m€.

Ces baisses sont notamment permises par :

- des réorganisations telles que la fonction de restauration dans les structures de la petite enfance assurée dorénavant par la cuisine centrale,
- une meilleure adaptation des plannings et une nouvelle organisation des remplacements dans les structures de la petite enfance,
- Une optimisation de la fonction d'entretien des bâtiments.

• **Les autres charges de gestion :**

<i>en milliers d'euro</i>	bp2016	bp2017	EVOL°
AUTRES CHARGES DE GESTION (65)	6 490	6 839	5,4%
SUBVENTION CCAS	1 700	2 056	20,9%
SUBVENTION THEATRE	607	625	3,0%
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	2 561	2 510	-2,0%
CONTRIBUTION ECOLES PRIVEES	1 030	1 039	0,9%
ELUS	528	541	2,5%
ORGANISMES DE GROUPEMENT	4	4	0,0%
PERTES SUR CREANCES IRRECOURABLES	60	60	0,0%
AUTRES	0	4	s.o.

Les autres charges de gestion sont globalement en hausse de 5,4% par rapport à 2016, hausse qui s'explique essentiellement par l'accroissement de la subvention au CCAS qui a bénéficié en 2016 de recettes exceptionnelles de contentieux.

• **Les charges financières :**

Les frais financiers sont en diminution de 28%, ceci résulte de :

- de la baisse de l'encours de dette mobilisé au 31 décembre 2016 et de la conjoncture de faibles taux d'intérêt qui perdure,
- la sortie du swap « toxique » €/CHF dont la soule s'élève à 1 095 m€ pour l'année 2017 contre une prévision d'échéance de 2 386 m€ en 2016.

Concernant le swap, des crédits complémentaires avaient dus être inscrits au budget supplémentaire. Au final, l'échéance 2016 s'est élevée à 3 687 m€. L'échéance de 2017, qui est certaine contrairement au swap qui était fortement volatile, représente donc une baisse de 70% par rapport au réalisé 2016.

<i>en milliers d'euro</i>	bp2016	bp2017	EVOL°
FRAIS FINANCIERS	5 291	3 820	-27,8%
INTERETS DE LA DETTE	2 825	2 615	-7,4%
SWAP NETS	70	90	28,6%
SWAP €/CHF	2 386	1 095	-54,1%
AUTRES	10	20	100,0%

• **Les charges exceptionnelles :**

<i>en milliers d'euro</i>	bp2016	bp2017	EVOL°
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	678	579	-14,6%
SUBVENTION PARKING	552	479	-13,2%
BONIFICATION INTERETS MEDUANES	10	10	0,0%
AUTRES	116	90	-22,4%

Elles sont en diminution de 15% par rapport à 2016, principalement en raison de la baisse de la subvention parking qui résulte :

- d'une baisse des intérêts d'un des emprunts affecté à ce budget, dans la mesure où ils sont déterminés à partir d'un taux variable d'un niveau actuellement historiquement bas,
- de la perception à compter de 2016 de la part variable de la redevance du délégataire.

1.4. Le budget de fonctionnement par politique publique

En milliers d'euro

MISSION PROGRAMME	TOTAL	RECETTES	DEPENSES
AMENAGEMENT	259	93	351
Amenagement urbain	257	93	349
Urbanisme	2	0	2
ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT	6 160	1 679	7 838
Eau et assainissement	85	0	85
Qualite des espaces publics	5 951	123	6 073
Securite et reglementation	-61	1 490	1 430
Strategie environnementale	185	66	251
CULTURE	5 729	1 167	6 896
Creation et diffusion artistiques	2 557	323	2 880
Enseignement artistique et culturel	1 807	838	2 645
Lecture publique	1 365	6	1 371
TOURISME ET PATRIMOINE	1 413	66	1 479
Animation touristique et patrimoniale	513	35	548
Gestion / conservation du patrimoine	865	31	896
Soutien aux acteurs du tourisme et patri moine	35	0	35
SPORT	2 170	302	2 473
Equipements sportifs de proximite	1 471	132	1 604
Equipements sportifs structurants d interet communautaire	-140	170	30
Soutien a la pratique et a l evenementie l sportif	839	0	839
EDUCATION ET FAMILLE	12 422	6 697	19 119
Enfance 2-12 ans	7 456	1 871	9 326
Jeunesse 12-25 ans	910	102	1 013
Petite enfance 0-3 ans	1 190	2 941	4 131
Restauration collective	2 866	1 783	4 650
SOLIDARITE ET SANTE	2 306	132	2 438
Actions sociales	2 282	82	2 364
Démocratie locale	36	0	36
Sante	-12	50	38
VIE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNETE	4 116	1 212	5 328
Démocratie locale	90	0	90
Democratie locale	466	7	473
Gestion des Ressources Humaines	203	0	203
Vie associative	433	10	443
Vie Citoyenne	1 512	204	1 716
Vie des quartiers et commerces	1 413	991	2 404
SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE	-4 315	4 315	
Attributions et dotations	-4 315	4 315	
ADMINISTRATION GENERALE	5 082	2 915	7 996
Gestion budgetaire et financiere	266	0	266
Gestion des Ressources Humaines	857	716	1 573
Gestion du patrimoine bati et foncier	1 151	1 772	2 923
Moyens generaux	2 157	353	2 510
Securite juridique et commande publique	349	0	349
Systemes d information et telecommunicat ions	303	74	376

MISSION PROGRAMME	TOTAL	RECETTES	DEPENSES
PILOTAGE STRATEGIQUE ET PERFORMANCE	1 712	22	1 734
Communication externe	588	0	588
Performance et communication interne	17	0	17
Vie communautaire et communale	1 108	22	1 130
DETTE FISCALITE ET AUTRES RECETTES	-40 498	44 318	3 820
Autres recettes	-15 493	15 493	
Dette	3 820	0	3 820
Fiscalite	-28 825	28 825	
Total	-3 444	62 916	59 472

1.5. Les investissements

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 12 946 m€ pour un montant total de subventions à 5 306 m€, soit un investissement net de 7 640 m€, conforme à la trajectoire budgétaire arrêtée à l'occasion du débat budgétaire.

MISSION PROGR ACTION OPERATION	TOTAL	RECETTE	DEPENSE
MOBILITE	3 765	4 630	8 395
GRANDES INFRASTRUCTURES	3 765	4 630	8 395
PEM DE LA GARE	3 765	4 630	8 395
ACCESSIBILITE DES QUAIS	175		175
GARE ROUTIERE	330		330
PASSERELLE	2 570	4 630	7 200
RACCORDEMENT PARVIS	175		175
REVERSEMENT SUBVENTIONS FRED	100		100
RUE DES TROIS REGIMENTS	275		275
TRANSFERT CENTRE SIGNALISATION	140		140
AMENAGEMENT	878	62	940
AMÉNAGEMENT URBAIN	878	62	940
PRU ST NICOLAS	60	40	100
ETUDES	60	40	100
QUARTIER FERRIE	315		315
REVERSEMENT SUBVENTIONS FRED	315		315
AUTRES AMÉNAGEMENTS URBAINS	503	22	525
ACCES LOTISSEMENT POIRIER GRENOUX	200		200
EXTENSION ERDF	25		25
PLACE DU 11 NOVEMBRE	278	-22	300
ESPACES PUBLICS et ENVIRONNEMENT	381	400	781
QUALITÉ DES ESPACES PUBLICS	191	400	591
GESTION DU RESEAU DE VOIRIE	-88	400	312
PLAN QUALITE VOIRIE	-155	400	245
ACCESSIBILITE VOIRIE	50		50
EQUIPEMENTS	17		17
GESTION DE L ECLAIRAGE PUBLIC	157		157
PLAN QUALITE ECLAIRAGE PUBLIC	95		95
CARTOGRAPHIE RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC	62		62
GESTION DES ESPACES VERTS	97		97
PLAN QUALITE ESPACES VERTS	80		80
EQUIPEMENTS	17		17
PROPRETÉ URBAINE	10		10
PLAN QUALITE PROPRETE URBAINE	10		10
SIGNALISATION URBAINE	15		15
PLAN QUALITE SIGNALISATION	15		15
EAU ET ASSAINISSEMENT	190		190
EAUX PLUVIALES	190		190
CULTURE	503	106	609
CRÉATION ET DIFFUSION ARTISTIQUES	465	106	571
MUSÉES ET ARTS VISUELS	282	106	388
BAINS DOUCHES	282	106	388
COORDINATION DAC	58		58
EQUIPEMENTS	58		58
AUTRES EQUIPEMENTS DE DIFFUSION ARTISTIQUE	125		125
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS	125		125
ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL	38		38
ENSEIGNEMENT MUSICAL CRD	38		38
EQUIPEMENTS	38		38
TOURISME et PATRIMOINE	382	108	490
GESTION / CONSERVATION DU PATRIMOINE	382	108	490
ACTIVITÉS ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES	30		30
EQUIPEMENTS	30		30
CONSERVATION PRÉVENTIVE ET RESTAURATION DI	352	-108	460
MAISON BRIAND	132	-108	240
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS	125		125
PRESBYTERE CATHEDRALE	75		75
EQUIPEMENTS	20		20

MISSIC PROGI ACTIO OPERATION	Total	RECETTE	DEPENSE
SPORT	189		189
EQUIPEMENTS SPORTIFS DE PROXIMITE	189		189
GYMNASES ET SALLES DE SPORT	189		189
ACCESSIBILITE BATIMENTS	24		24
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS	150		150
EQUIPEMENTS	15		15
EDUCATION et FAMILLE	431		431
PETITE ENFANCE (0-3 ANS)	45		45
MULTI ACCUEILS CRECHES	45		45
PLAN QUALITE PETITE ENFANCE	30		30
EQUIPEMENTS	15		15
ENFANCE (~2-12 ANS)	363		363
TEMPS EXTRA-SCOLAIRE	43		43
ACCESSIBILITE BATIMENTS	28		28
PLAN QUALITE ALSH	10		10
EQUIPEMENTS	5		5
TEMPS SCOLAIRE	320		320
ACCESSIBILITE BATIMENTS	30		30
EQUIPEMENT INFORMATIQUE ECOLES	100		100
PLAN QUALITE ECOLES	150		150
EQUIPEMENTS	40		40
RESTAURATION COLLECTIVE	23		23
DISTRIBUTION REPAS	23		23
EQUIPEMENTS	23		23
VIE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNETE	239		239
VIE ASSOCIATIVE	120		120
ASSOCIATIONS TRANSVERSALES	120		120
ESPACE ASSOCIATIF	120		120
VIE CITOYENNE	20		20
ETAT CIVIL - RECENSEMENT - CIMETIERES	20		20
PLAN QUALITE CIMETIERES	20		20
VIE DES QUARTIERS ET COMMERCES	99		99
A AFFECTER	40		40
PLAN QUALITE MAISONS DE QUARTIER	40		40
MAISONS DE QUARTIER	59		59
ACCESSIBILITE BATIMENTS	54		54
EQUIPEMENTS	5		5
ADMINISTRATION GENERALE	867		867
GESTION DU PATRIMOINE BÂTI ET FONCIER	250		250
BATIMENTS ENTRETIEN ET CHARGES NON AFFECTE	250		250
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS	240		240
POTEAUX INCENDIE	10		10
SÉCURITÉ JURIDIQUE ET COMMANDE PUBLIQUE	25		25
COMMANDE PUBLIQUE	25		25
FRAIS D'INSERTION	25		25
SYSTÈMES D'INFORMATION ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	220		220
SYSTEMES D INFORMATION NON AFFECTES	220		220
EQUIPEMENT INFORMATIQUE ET LOGICIELS	220		220
MOYENS GÉNÉRAUX	372		372
FRAIS DE FONCTIONN. ET EQUIPEMENT BATI. ADMII	20		20
EQUIPEMENTS	20		20
PARC DE VEHICULES COMMUNS	352		352
PARC VEHICULES	352		352
PILOTAGE STRATEGIQUE ET PERFORMANCE	5		5
COMMUNICATION EXTERNE	5		5
COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE ET THEMATIQ	5		5
EQUIPEMENTS	5		5
Total	7 640	5 306	12 946

2. LES BUDGETS ANNEXES

2.1. Budget parkings

<i>en milliers d'euro</i>	bp2016	bp2017
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (a)	560	536
PRODUIT DES SERVICES (70)	0	0
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (74)	552	479
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	8	57
CHARGES DE FONCTIONNEMENT (b)	250	226
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)	0	0
CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76)	250	226
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	0	0
EPARGNE BRUTE (c = a - b)	310	310
- REMBOURSEMENT CAPITAL	260	272
CAPACITE AUTOFINANCEMENT (d)	50	38
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	50	38
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		
INVESTISSEMENTS NETS (e)	50	38
EMPRUNT D'EQUILIBRE (f = e - d)	0	0

Le budget parkings retrace les opérations suivantes :

- Annuités de dette des emprunts conservés par la ville,
- Redevance du délégataire,
- Amortissements des dépenses et subventions d'investissement réalisées.

2.2. Autres budgets annexes

- Budget pompes funèbres

<i>en euro</i>	bp2016	bp2017
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (a)	26 000	26 000
PRODUIT DES SERVICES (70)	26 000	26 000
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (74)	0	0
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	0	0
CHARGES DE FONCTIONNEMENT (b)	26 000	26 000
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)	500	500
CHARGES DE PERSONNEL (012)	23 000	23 000
AUTRES CHARGES DE GESTION (65)	500	500
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	500	500
IMPOTS SUR LES BENEFICES (69)	1 500	1 500
EPARGNE BRUTE (c = a - b)	0	0
- REMBOURSEMENT CAPITAL	0	0
CAPACITE AUTOFINANCEMENT (d)	0	0

- Budget lotissement Beauregard

Seules des écritures d'ordre budgétaire sont inscrites au budget primitif à hauteur de 1 620 m€ correspondant à l'ensemble des dépenses réalisées.